



**« Abstention et participation :  
une double peine pour les quartiers populaires ? »**

**« Les 5 à 7 » de Profession Banlieue  
Jeudi 4 avril 2024 de 17h à 19h**

À Profession Banlieue - 15 rue Catulienne - 93200 Saint-Denis

En présence de Nicolas Rio, co-auteur avec Manon Loisel, de l'ouvrage *Pour en finir avec la démocratie participative*<sup>1</sup>

La participation citoyenne est omniprésente. Elle s'est non seulement imposée comme le principal remède à la crise de notre démocratie représentative, mais également comme un mode de résolution privilégié des crises sociales et politiques. Elle est donc perçue comme un vecteur essentiel de la prise en compte de la parole des citoyen·nes et un moyen de renforcer la cohésion sociale.



Pour Manon Loisel et Nicolas Rio, « cette injonction à la participation mérite pourtant d'être sérieusement questionnée ». Leur ouvrage s'attache en effet à démontrer « que les outils mis en place depuis deux décennies ne corrigent pas les limites de la démocratie représentative ». **Redonner du pouvoir aux citoyen·nes, tout le monde est pour, constatent les auteur·rices, mais encore faut-il préciser lesquels ! À leur sens, en donnant la parole à ceux qui s'expriment déjà, la démocratie participative invisibilise encore davantage les**

**inaudibles : les personnes qui ne votent pas (ou plus), celles qui ne se sentent pas légitimes ou que les pouvoirs publics refusent d'entendre. Posant ce constat, Manon Loisel et Nicolas Rio soutiennent la nécessité de mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant participative afin de se donner les moyens d'inventer d'autres solutions pour mettre fin à la surdité sélective des institutions.**



La situation des quartiers populaires jette une lumière crue sur cette réalité. C'est en effet au moment même où l'État menait une vaste concertation afin d'associer les habitant·es des quartiers politique de la ville à la refonte des contrats de ville, que les révoltes urbaines de juin-juillet 2023 ont éclaté. Six mois seulement après ces révoltes, un nouveau rapport parlementaire vient illustrer la persistance des inégalités sociales et territoriales dont souffre la Seine-Saint-Denis. Alors que ce contexte d'urgence sociale a, pour le moment, peu d'effets concrets sur les politiques publiques menées en direction des quartiers populaires, une instruction de la secrétaire d'État chargée de la ville et de la citoyenneté diffusée le 4 janvier 2024 réaffirme l'importance de la participation

citoyenne dans les contrats de ville...

Ce « 5 à 7 » sera l'occasion de débattre des constats posés par les auteurs·rices, d'explorer le sens de leur proposition de moratoire sur les dispositifs de participation et de réfléchir à la façon dont nous pourrions démocratiser l'action publique et réarmer la représentation démocratique.

*Manon Loisel et Nicolas Rio sont co-dirigeant·es du cabinet de conseil « Partie Prenante », qui accompagne les collectivités dans leurs réflexions prospectives et leurs coopérations territoriales.*

<sup>1</sup> Manon Loisiel et Nicolas Rio, *Pour en finir avec la démocratie participative*, éditions textuel, 2024.